



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 10 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU - Nyoiseau**

54 avenue de l'Atlantique  
CS50309  
53000 Laval

Références : 2025-393\_INSP\_RAP\_AS\_PGLA (Savary) Nyoiseau  
Code AIOT : 0006300337

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 dans l'établissement PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU - Nyoiseau implanté Le Bois Savary Nyoiseau 49500 Segré-en-Anjou Bleu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU - Nyoiseau
- Le Bois Savary Nyoiseau 49500 Segré-en-Anjou Bleu
- Code AIOT : 0006300337
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation de sables alluvionnaires proche de l'Oudon

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle               | Référence réglementaire  | Autre information |
|----|---------------------------------|--|-------------------|
| 1  | Sécheresse                      | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III                       | Sans objet        |
| 2  | Sécheresse                      | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. II                        | Sans objet        |
| 3  | Surveillance de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 2.4.6, 2.4.7, 3.2.2 et 3.5.4 | Sans objet        |
| 4  | Surveillance de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 3.2.3                        | Sans objet        |
| 5  | Surveillance de l'établissement | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19                           | Sans objet        |
| 6  | Déchets                         | Arrêté Préfectoral du 22/06/2010,                                      | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|--------------------------|---|-------------------|
|    |                          | article 2.4.11                                |                   |
| 7  | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 1.2 | Sans objet        |
| 8  | Matières dangereuses     | Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 3.2 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a été réalisée en préalable à la tenue de la CLCS. Elle portait sur le suivi des inspections antérieures. Les constats laissent apparaître le respect des engagements pris pour lever les non-conformités.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Sécheresse

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prescriptions sécheresse  |
| <b>Prescription contrôlée</b> – Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du Code de l'environnement.   |
| <b>Retour sur la visite du 04/11/2024</b> (réponse du 11/02/2025) – Aucune disposition particulière quant à des restrictions liées à des périodes de sécheresse n'est prescrite dans les arrêtés qui réglementent le site.<br><br>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant d'assurer une veille réglementaire qui lui permette de connaître en permanence les mesures de restrictions susceptibles de s'appliquer à la carrière.<br><br>En périodes de sécheresse, l'exploitant indique que le service sécurité-environnement du Groupe PIGEON se mobilise pour l'ensemble des établissements du Groupe en assurant une veille sur le site vigieau.fr qui lui permet de connaître le niveau d'alerte des communes et d'informer les exploitations concernées.<br><br><b>Constats</b> – L'exploitant précise que ces démarches transverses sont progressivement prises en charge par le service évoqué, ce qui constitue une bonne pratique.<br><br>En séance, l'attention de l'exploitant a été attirée sur la potentielle existence d'autres obligations susceptibles de peser sur le site pour tenir compte de particularités locales comme la présence d'un forage AEP, d'un milieu naturel spécifique... qui peuvent imposer des restrictions concomitantes à l'arrêté sécheresse à la carrière. |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans suite  |

#### N° 2 : Sécheresse

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. II                    |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Application arrêté sécheresse                            |
| <b>Prescription contrôlée</b> – Le volume de référence, auquel les réductions prévues au point de m |

contrôle n° 3 sont appliquées, est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume doit être justifié s'il dépasse la valeur forfaitaire de 5 %.

**Retour sur la visite du 04/11/2024 (réponse du 11/02/2025)** – L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de définir son volume de référence en fonction des critères de l'arrêté ministériel référencé afin qu'il se positionne quant à sa soumission éventuelle à ce texte.

L'inspection concluait que l'analyse était d'autant plus importante que les informations reportées dans GEREPA laissaient apparaître un prélèvement de 74 170 m<sup>3</sup>/2023 dans l'Oudon qui mériterait d'être nuancé.

L'exploitant a transmis un plan de circulation des eaux et le résultat du calcul de son volume de référence.

**Constats** – Des éléments fournis, il ressort que la consommation d'eau est liée aux effets d'entraînement par les sables exportés, les roues lavées des camions quittant la carrière et l'évaporation. Les lavages des matériaux et des roues des poids-lourds fonctionnent en circuits fermés. Tous les ruissellements de la plate-forme de traitements des matériaux sont collectés et recyclés, sinon infiltrés.

Ainsi, la consommation brute de la carrière de près de 400 m<sup>3</sup>/h, soit 707 600 m<sup>3</sup>/2024, est essentiellement liée au fonctionnement de la station de lavage des sables.

Les eaux collectées, chargées en fines argileuses, sont traitées dans un clarificateur, installé en 2021, dont les boues soutirées en fond de cuve (conique) sont dirigées vers un ancien secteur excavé en cours de réaménagement (bacs à boues faisant fonction de bassin de décantation) dont la surverse alimente un bassin d'eaux claires. Ce dernier, qui collecte également les ruissellements et les égouttages des produits, alimente un réservoir positionné en tête de la station de lavage des sables. Ce bassin résulte d'anciennes extractions (> 30 ans) réalisées sous eaux jusqu'à la cote 25 NGF. A dire d'exploitant, il n'a jamais débordé ni généré de rejet (à noter que l'autorisation actuelle, art. 2.4.3.1, impose une extraction sans pompage des exhaures avec une nappe perchée positionnée à la cote à la cote 33,7 NGF).

Ces traitements et récupérations compensent une grande partie des pertes liées aux entraînements par les sables lavés et les roues des poids-lourds. Seul, le clarificateur en place traite et récupère la majeure partie des besoins en eaux de lavage : 87 % en 2024 qui sont complétés par des eaux pluviales et assimilées à hauteur de 2 % de la consommation. Les 11 % restants proviennent de la surverse d'eaux claires du bac à boues en service, il s'agit d'une nappe perchée largement alimentée par les eaux ruissellement.

Ainsi, considérant le bilan exposé, la consommation de la carrière dépasse largement le seuil annuel de 10 000 m<sup>3</sup>/an qui la soumet aux dispositions de l'AM du 30/06/2023.

**Par contre, avec un taux de recyclage des eaux prélevées de près de 87 % des eaux de lavage, l'exploitant indique ne pas être soumis aux restrictions de l'article 2 de l'AM du 30/06/2023 prévues en périodes de sécheresse, en application des dispositions de l'article 3.3° qui exonère de ces contraintes les consommateurs qui réutilisent au moins 20 % des eaux prélevées.**

Pour autant, l'exploitant prend des dispositions particulières dès le déclenchement du seuil d'alerte renforcée, notamment en arrêtant les lavages des camions et des bennes (sauf pour des questions de sécurité), ce qui constitue une bonne pratique. Par ailleurs, il déclare avoir engagé la rédaction d'une procédure de gestion des consommations pendant les périodes sensibles à des fins de

communication vers les salariés (affichage ludique avec maniettes).

A noter que l'exploitant dispose d'une bonne connaissance de son circuit d'utilisation des eaux grâce à des compteurs associés à des pompes positionnées en sortie du bassin d'eau claires, du clarificateur et du bac d'alimentation de la station de lavage. Un projet de système d'arrosage automatique des pistes, prélevé dans la réserve d'eau clarifiée, avec pompes et compteurs est à l'étude.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Surveillance de l'établissement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, articles 2.4.6, 2.4.7, 3.2.2 et 3.5.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance de l'établissement

**Prescription contrôlée – Plan – Art. 2.4.6**

Enquête annuelle – Art. 2.4.7

Eaux superficielles – Art. 3.2.2

Contrôle des niveaux sonores – Art. 3.5.4

**Retour sur la visite du 04/11/2024** (réponse du 11/02/2025) et **constats** (vérifications des engagements pris par l'exploitant au cours de l'inspection 2024) – En séance, l'exploitant a indiqué :

- 2024 → avoir engagé la mise à jour du plan d'exploitation 2024 était en cours de réalisation (relevés faits en octobre) et prévu que sa version papier accompagne sa réponse au rapport d'inspection (conforme art. 2.4.6) ;

**2025 → Le plan d'exploitation 2024 en 2 planches a été remis en séance le 22/09/2025. Le prochain relevé topographique par drone est programmé pour le courant du mois d'octobre 2025.**

- 2024 → procéder à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (consultation GEREPP faite) (conforme art. 2.4.9) ;

**2025 → La synthèse des informations disponibles sur GEREPP relatives aux 4 dernières années précisent :**

- 2021 → Prod 243 330 t → Granulats 202 830 t – Stériles 40 500 t – Eau 64 868 m<sup>3</sup> – DD 2,12 t
- 2022 → Prod 229 180 t → Granulats 190 990 t – Stériles 38 190 t – Eau 107 199 m<sup>3</sup> – DD 3,216 t
- 2023 → Prod 221 340 t → Granulats 168 220 t – Stériles 53 120 t – Eau 74 170 m<sup>3</sup> – DD 2,1 t
- 2024 → Prod 188 560 t → Granulats 148 960 t – Stériles 39 600 t – Eau 91 771 m<sup>3</sup> – DD ? t (la Qte de DD produits sera renseigné, l'importance du remplissage exhaustif de GEREPP a été rappelé à cette occasion)
- **En séance, l'exploitant a indiqué que son objectif de production 2025 était de l'ordre de 156 000 t**

- 2024 → effectuer un suivi semestriel des eaux décantées stockées dans le bassin d'eaux claires même si la carrière ne procède à aucun rejet dans les eaux superficielles (conforme à l'art. 3.2.2 pour l'absence de rejet et non demandé par le texte) ;

**2025 → La carrière fonctionne exclusivement en circuit fermé, sans rejet dans le milieu naturel. Pour autant, l'exploitant procède à une surveillance périodique des eaux brutes et des eaux décantées des clarificateurs, en analysant les paramètres suivants : pH, Conductivité, MES, DCO, Hydrocarbures et Nitrates qui rendent compte à une décantation**

**efficace sans laisser apparaître de traces d'hydrocarbures ;**

- 2024 → effectuer une surveillance des émissions sonores (art. 3.5.4). Pour rappel, la valeur maximale de référence prescrite en limite de propriété est de 60 dB(A) en période de jour (art. 3.5.3) est plus restrictive que celle de 70 dB(A) prévue par la réglementation générale ;

**2025 → L'exploitant effectue tous les ans à une campagne de mesures de bruits en 7 points en limites de propriété et dans 4 zones à émergences réglementées depuis 2011 sans qu'aucun dépassement n'ait été identifié à date.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 4 : Surveillance de l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée** – Contrôles et analyses – Art. 2.4.12 – Surveillance des eaux souterraines

**Retour sur la visite du 04/11/2024 (réponse du 11/02/2025)** – L'exploitant transmet périodiquement les résultats de la surveillance des eaux souterraines, réalisée à partir d'un réseau de 3 piézomètres placés dans le périmètre de l'exploitation et de 6 puits de riverains situés autour de la sablière. Les informations communiquées laissent apparaître qu'un des piézomètres (Pz 3) est à sec depuis 2006.

Sachant que les eaux souterraines sont stockées dans des nappes perchées réparties de manière hétérogène sous les 70 ha de la surface du périmètre de l'exploitation, l'inspection des installations classées considère que la surveillance des eaux souterraines, réduite à 2 piézomètres, n'offre pas un suivi suffisant de l'influence de la carrière, dont les battements des nappes.

Par ailleurs, l'exploitant procède à un suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines sur les paramètres pH, DCO, MES, Hydrocarbures et Nitrates. A noter que la mesure des nitrates, sans lien avec la carrière, relève d'un accord avec le syndicat de bassin. Depuis 2024, l'exploitant rend compte de mesures plus précises sur les polluants recherchés en raison d'un abaissement des limites de quantification des techniques de mesures.

**Constats** – Le faible nombre d'ouvrages disponibles avait amené l'inspection à demander une actualisation du réseau de surveillance des eaux souterraines et des propositions d'améliorations de leur suivi, notamment concernant le PZ 3. Ce piézomètre était contrôlé à sec depuis plusieurs années en raison d'un bouchon qui empêchait la sonde d'atteindre le fond de l'ouvrage. Cet incident technique a été identifié par comparaison de la profondeur mesurée à celle portée dans le rapport de construction du piézomètre. Une différence de 2 m a été relevée.

**L'exploitant indique avoir rétabli l'ouvrage dans sa configuration d'origine et reprendre l'analyse des paramètres à contrôler.**

Au titre de son retour d'expérience, il indique que la comparaison de la profondeur prise lors des contrôles à celle du dossier de construction de l'ouvrage a intégré son protocole de surveillance des eaux souterraines et précise que ce dernier sera déployé sur l'ensemble de ses carrières, ce qui constitue une bonne pratique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Surveillance de l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières

**Prescription contrôlée** – Plan de surveillance des émissions de poussières

**Retour sur la visite du 04/11/2024 (réponse du 11/02/2025)** – L'objectif réglementaire de respect de la valeur de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour de poussières en moyenne annuelle glissante (art. 19.7) est atteint pour l'ensemble des points de mesure, en limite d'exploitation comme chez les riverains, exception faite de la station positionnée au lieu-dit « Le Bois Savary » dont la moyenne annuelle glissante de 2 220 mg/m<sup>2</sup>/jour est attribuée à des activités agricoles.

En raison de ce dépassement, l'exploitant a ramené sa surveillance semestrielle à un rythme trimestriel pour une période de 2 ans. Cette disposition de l'article 19.6 de l'AM visé a pour objectif de renforcer la surveillance des émissions de poussières lorsque ces dernières proviennent de la carrière. S'il s'agit d'une source externe (activités agricoles intenses pendant la période de prélèvement), comme le soupçonne l'exploitant, l'inspection des installations classées considère que ce renforcement de suivi n'est pas adapté, sous réserve d'identifier la source.

En outre, l'objet de la surveillance prescrite étant de connaître et de tracer les émissions de la carrière, ces dernières ne doivent pas rester masquées par des perturbations parasites. Aussi, l'inspection avait demandé à l'exploitant d'identifier l'origine de ces dépassements et de prendre les mesures adaptées pour s'en affranchir.

A cette occasion, l'inspection avait rappelé la nécessité, en cas de dépassements des valeurs de référence, de refaire la mesure sans attendre le cycle suivant, afin de lever le doute quant à l'état du matériel ou des circonstances exceptionnelles.

**Constats** – En 2025, l'exploitant a fait analyser les matières organiques de ce prélèvement afin de les discriminer les matières minérales. Les résultats rendent compte de dépôts solubles majoritairement composés de matières organiques, qui représentent jusqu'à 72 % du prélèvement en masse, le reste étant des dépôts minéraux.

Il a indiqué que les prochaines analyses seraient complétées par la mesure des dépôts insolubles et que l'ensemble de ces mesures serait réalisé dès que des dépassements de la valeur de référence de 500 mg/m<sup>2</sup>/j serait approchée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 6 : Déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 2.4.11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée** – Utilisation de déchets inertes provenant de l'extérieur pour le réaménagement de la carrière.

**Constats** – Conformément aux dispositions de son arrêté, des déchets inertes extérieurs sont utilisés pour le remblaiement d'une partie des excavations à hauteur d'environ 6 à 7 000 t/an de matériaux provenant de chantiers locaux.

L'exploitant a mis en place une procédure de contrôle des déchets inertes (créée en 2018 et mise à jour en 2020) qui définit la nature des matériaux acceptés ainsi que la procédure de leur admission et de leur contrôle. En particulier, elle comprend des étapes clés incontournables suivantes :

- la connaissance préalable des matériaux avant leur acceptation (gestion documentaire amont de l'arrivée du chargement) ;
- la consultation des sites BASOL et BASIAS qui conditionne l'acceptation des déchets ;
- les contrôles à l'arrivée sur site (au pont bascule) et au déchargement (au sol) sur la plateforme d'accueil.

En cas de validation du chargement, l'acceptation des déchets est signifiée au producteur et reporté sur le « Bordereau d'acceptation préalable de déchets inertes externes » qui est la fiche de suivi du chargement (créée en 2015 et mise à jour en 2024).

La copie d'un bordereau d'accompagnement d'un chargement accepté a été remise en séance



(opération du 08/09/2025) et un exemple de « Fiche de déclaration de refus de déchets inertes » (datée du 20/05/2021) a également été présentée. Cette dernière précise le motif de ce refus, présence de déchets non inertes en quantités importantes, à l'occurrence du bois et des déchets verts.

L'organisation de la gestion des déchets inertes extérieurs et les documents présentés n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées qui relève que l'entreprise s'est appropriée des principes de gestion des déchets inertes depuis plusieurs années.

En séance, l'exploitant précise que pour les « gros chantiers », des études de sols sont demandées par l'exploitant et de plus en plus souvent intégrées au DCE par les maîtres d'ouvrages. Il précise également avoir mis en place des contrôles inopinés des chargements entrants selon une fréquence d'1 à 2 fois par an (le client est prévenu après l'exécution du prélèvement dont les analyses lui sont facturées).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Situation administrative

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 1.2

**Thème(s) :** Situation administrative

**Prescription contrôlée** – Mise à jour de la situation administrative de l'établissement

**Retour sur la visite du 04/11/2024** (réponse du 11/02/2025) et **Etat d'avancement** – Le donner acte du 19/10/2019 considère, au titre de la législation des installations classées, le passage en régime d'enregistrement de la rubrique 2515 à la suite d'une modification de la nomenclature (décret 2018-900 du 22/10/2018).

Par contre, le classement IOTA (Loi sur l'eau) n'a pas été actualisé. Dans son analyse de l'exploitant considère ne pas relever de la rubrique 1.2.1.0 (prélèvements d'eau) car son débit de pompage est inférieur au seuil de classement .

Concernant la rubrique 3.2.3.0 (plans d'eau permanent ou non), l'exploitant indique que le réaménagement final ne prévoit pas le maintien d'un plan d'eau résiduel.

Par contre, les rubriques 1.1.1.0 (piézomètres) et 1.1.2.0 (pompage dans le bassin d'eaux claires) seront à prendre en considération.

**Un donner acte sera prochainement proposé afin de mettre le classement à jour le classement de la carrière.**

La partie la plus à l'Ouest de la carrière (au Nord du lotissement « La Pinsonnaie ») est en fin d'exploitation et en cours de réaménagement sauf pour une partie restée en eau en raison de la météorologie défavorable qui empêche les extractions à sec telles que prescrites. L'exploitation de ce secteur sera achevée dès que les conditions seront propices.

Cette situation a conduit l'exploitant a démarré le chantier du secteur situé au Sud-Est du lieu-dit « La Tremblaye » dont les extractions resteront limitées en raison de leur mitoyenneté avec la large zone concernée par des prescriptions de préservation d'intérêts archéologiques que l'exploitant a l'intention d'éviter en raison de la faible puissance du gisement disponible et du coût important des fouilles à conduire.

Ainsi, l'abandon d'une partie de ces terrains limite le gisement restant à exploiter, ce qui conduit l'exploitant à envisager d'anticiper son extension vers le Sud pour laquelle un dossier de demande d'autorisation environnementale est en cours de rédaction.

**Ces considérations amènent l'exploitant à prévoir une extension précoce de son exploitation sur la base d'un dossier qui sera prochainement soumis à l'administration.**

Au cours de la préparation de cette visite, l'inspection a procédé à la vérification de l'acte de cautionnement des garanties financières qui court jusqu'au 31/12/2026 (conforme).



Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Matières dangereuses

Prescription contrôlée – Contrôle des produits dangereux

Retour sur la visite du 04/11/2024 (réponse du 11/02/2025) et constats (vérifications des engagements pris par l'exploitant au cours de l'inspection 2024) – La visite de l'espace entretien-maintenance laisse apparaître :

- 2024 → une dalle béton, utilisée pour l'approvisionnement et le lavage des engins, endommagée puisque des entrées d'eaux extérieures sont identifiées au pied de l'îlot de distribution de carburant (à l'abri) ;  
**2025 → L'ouvrage est fissuré en raison des manœuvres des véhicules et engins. L'exploitant assume ce retard en indiquant avoir programmé sa réparation pour la fin de l'année et transmettre les justificatifs à l'inspection dès exécution**
- 2024 → un encombrement de la rétention des produits dangereux ;  
**2025 → L'exploitant a revu l'utilisation de ses rétentions qui ne sont plus encombrées**
- 2024 → des stockages de produits périmés ou plus utilisés ;  
**2025 → L'exploitant a déclaré avoir évacué du site les produits périmés ou non utilisés**

A la suite de cette visite, il était demandé à l'exploitant de :

- 2024 → transmettre un état des stocks des matières dangereuses présentes sur site ;  
**2025 → L'état des stocks a été transmis accompagné des pictogrammes de risques → Hormis les 12 m<sup>3</sup> de GNR. Les autres produits sont présents en faibles quantités, cohérentes avec le petit entretien des équipements réalisé par l'atelier de maintenance**
- 2024 → indiquer si les fiches de données de sécurité (FDS) sont disponibles et accessibles aux exploitants de la carrière ;  
**2025 → Les FDS sont disponibles sur le serveur et accessibles à tous (points information à l'attention des salariés)**
- 2024 → procéder à un récolement des mesures prises en justifiant qu'elles respectent les FDS ;  
**2025 → L'exploitant a procédé à une évaluation des risques avec le logiciel SEIRICH accompagné d'un plan d'actions (transmis à l'inspection)**

Type de suites proposées : Sans suite